

Librairie du Parti Socialiste (S. F. I. O.)

COMPÈRE-MOREL

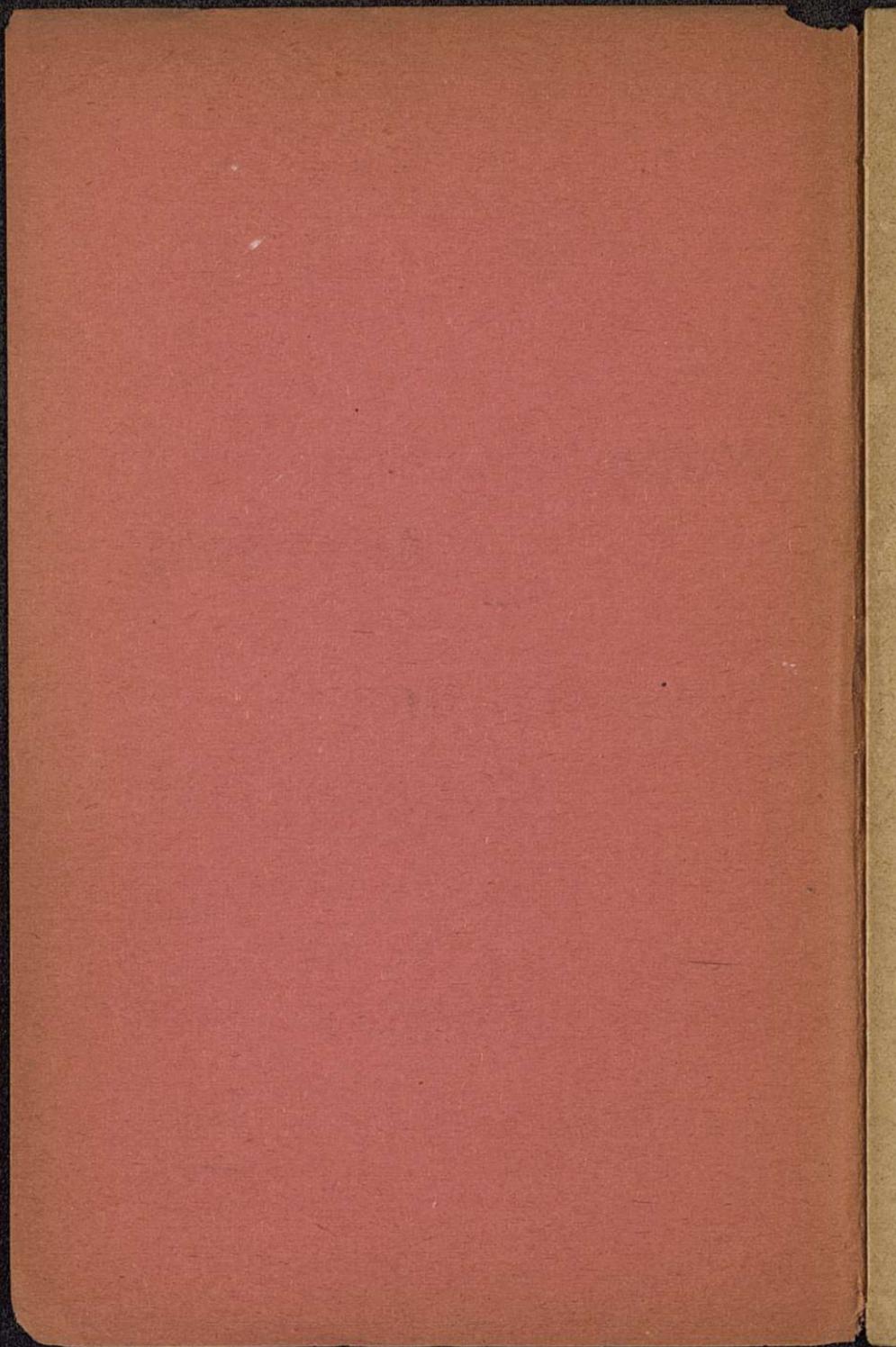
**Concentration
Capitaliste**

**Organisation
Collectiviste**

Prix : 10 centimes

Au Siège du Conseil National, 16, rue de la Corderie

PARIS (III^e ARRONDISSEMENT)



Librairie du Parti Socialiste (S. F. I. O.)

COMPÈRE-MOREL

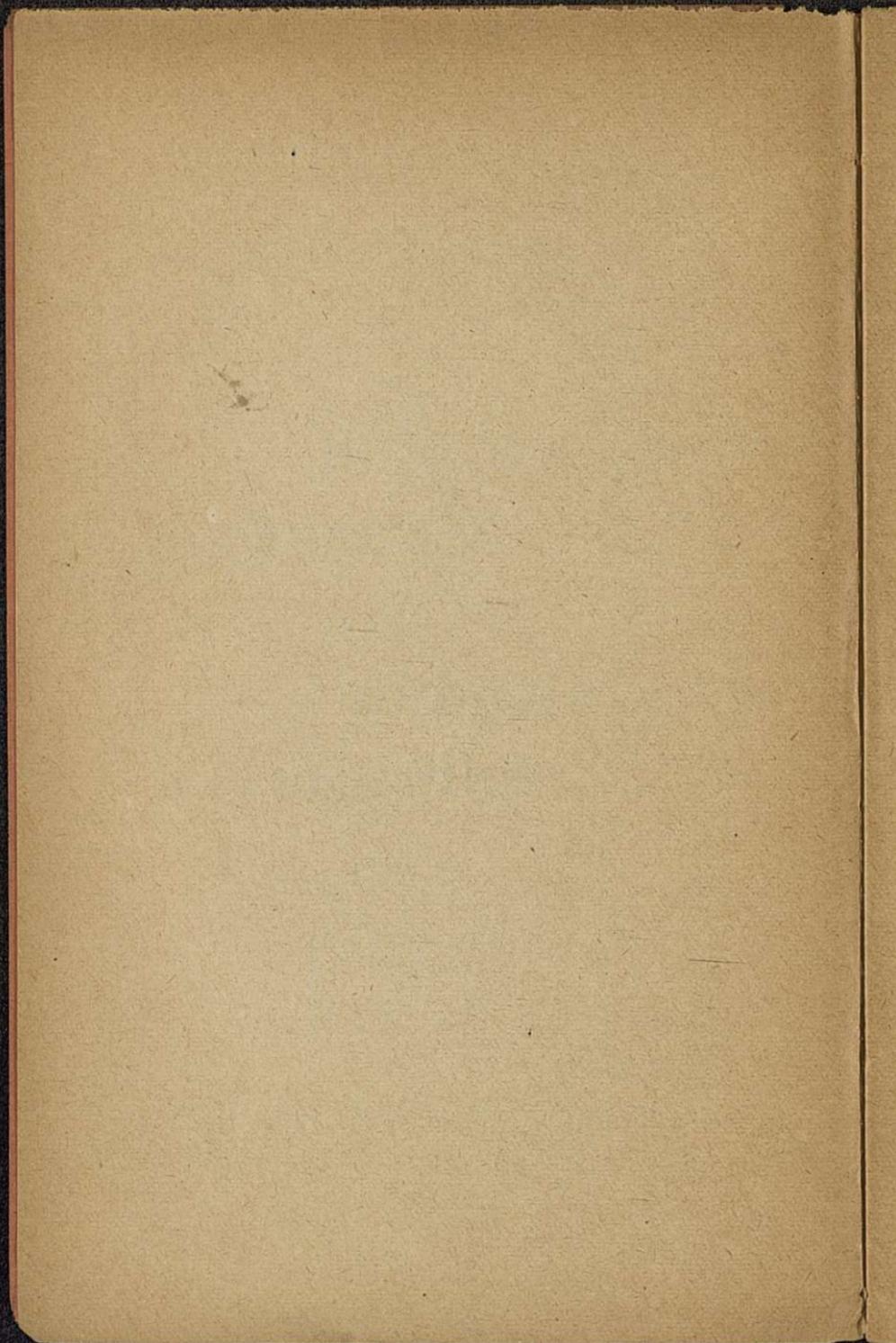
**Concentration
Capitaliste**

**Organisation
Collectiviste**

Prix : 10 centimes

Au Siège du Conseil National, 16, rue de la Corderie

PARIS (III^e ARRONDISSEMENT)



Du Collectivisme

I

**Le Collectivisme n'est pas une utopie.
Il prend ses racines dans le terrain des faits
économiques.**

Qu'écrivent les hommes de plume de la bourgeoisie ?
Que le collectivisme est un système social sorti tout forgé d'un génial cerveau — ressemblant en cela à tous ces plans de sociétés qui ont vu le jour dans le passé et tenaient plus de l'utopie que de la réalité — destiné à supprimer la propriété.

C'est faux.

Les collectivistes ne veulent point supprimer la propriété. Ils veulent, tout au contraire, l'universaliser, afin que chacun en ait sa quote part, devenant et restant propriétaire pour toujours.

Trop souvent on a cru voir dans le collectivisme la répétition des idées abstraites des philosophes du socialisme métaphysique, des idées émises dans le passé par les Platon, les Thomas Moore, les Campanella, les Morelly dans leur *République*, leur *Utopie*, leur *Cité du Soleil*, leur *Code de la Nature* et plus près de nous par les précurseurs du socialisme moderne : par les trois grands utopistes Saint-Simon, Charles Fourier et Robert Owen.

C'est une erreur absolue.

Saint-Simon, Fourier et Owen, pour ne parler que de ceux-là, constatèrent bien la faillite des promesses des philosophes français d'avant la Révolution mais ne pouvant, comme l'a si bien dit Engels, « franchir les limites imposées par leur époque », ils se contentèrent, après

avoir critiqué avec de nobles accents les conditions sociales existantes, d'appeler à eux toutes les aspirations les plus généreuses et finalement d'élaborer de fantastiques et curieux projets de société surhumaine basés sur la Raison, la Fraternité, la Justice et la Bonté.

Le Collectivisme ne relève pas de l'Utopie.

Il n'est pas le fruit d'une imagination féconde.

Il n'est pas le produit de rêveries d'esprits puissants et novateurs.

Le Collectivisme est la conclusion, l'aboutissant fatal, inéluctable du développement des forces économiques sous l'influence desquelles notre société se transforme tous les jours — qu'on le veuille ou non.

Les Collectivistes ne sont point des architectes supérieurs ayant le don de créer des mondes nouveaux, de bâtir des cités idéales et de dresser des projets de sociétés paradisiaques où la vertu étant règle générale, l'être humain serait devenu le sur-homme entrevu par les dilettantes de l'anarchie.

Nous savons pertinemment que nos idées, nos désirs et nos volontés ne peuvent engendrer des formes sociales nouvelles ; que les philosophes idéalistes de toutes les époques n'ont pu, malgré leur lumineuse critique et leurs brillantes conceptions que laisser à la postérité le souvenir d'un amour aussi sincère que désintéressé pour leurs semblables, sans avoir pu changer en rien l'état social, tandis qu'au contraire de simples faits d'ordre économique : tels que la découverte de la poudre et la naissance de l'imprimerie ont bouleversé l'univers.

L'histoire nous a appris que ce ne sont point nos sentiments qui mènent les choses, mais les choses qui créent nos sentiments.

Les préceptes de moralité que nous croyons édictés au nom d'un esprit de justice éternel ; les lois que nous croyons avoir forgé suivant notre bon plaisir ; les habitudes que nous nous faisons fort de transformer lorsque nous le voudrons ; les mœurs qu'il nous semble si facile de pouvoir réformer ; les coutumes dont nous nous croyons les maîtres ; les croyances dont nous rendons responsables des hommes comme nous, tout cela ne fait que refléter le milieu économique dans lequel nous vivons et dont nous sommes les inconscients prisonniers.

En tous temps et en tous lieux, les sentiments des

hommes ont varié ; les formes gouvernementales ont évolué et la conscience humaine s'est développée suivant les formes de la propriété et les modes de production.

C'est pourquoi les collectivistes que nous sommes ne créent pas : ils constatent.

Ils n'ont pas une idée préconçue sur la forme qu'ils voudraient voir prendre à la propriété. Ils constatent simplement que si l'on veut voir la propriété donner le maximum de rendement — et par conséquent de bien-être à ceux qui la possèdent — il faut qu'elle évolue vers la forme collective, sous peine de nuire au progrès.

Et c'est ce qu'elle fait tous les jours.

Tous les jours, elle perd son caractère personnel pour revêtir un caractère impersonnel. De propriété individuelle destinée à procurer les moyens d'existence à son possesseur qui, seul, l'exploitait, elle est devenue propriété individuelle capitaliste, fécondée par le travail d'une collectivité au seul profit de celui qui la détenait. De là, elle est devenue propriété collective capitaliste, et si des centaines et des milliers de bras et de cerveaux la fécondent de leur travail manuel et intellectuel, les bénéfices qu'elle procure appartiennent exclusivement à une poignée d'actionnaires.

Et si nous désirons que cette propriété, déjà collective, mais de quelques milliers de capitalistes seulement, devienne la propriété collective de tous ; si nous désirons rendre à la société les moyens de production, d'échange et de transport : la terre qui produit les aliments nécessaires à l'existence ; les usines où l'on travaille le fer, où l'on coule le verre, où l'on tisse la toile, où l'on fabrique tout ce qui est nécessaire à notre consommation et à notre entretien ; les chemins de fer et les bateaux qui transportent aux quatre coins de la planète les richesses naturelles et manufacturées ; les mines d'où l'on extrait la force à l'état de houille ; les comptoirs où l'on écoule les produits, ce n'est pas parce que nous sommes mus par des idées de fraternité ou d'égalité.

C'est d'abord parce que la façon dont s'opère la production moderne demande ce nouveau mode d'appropriation.

C'est ensuite parce que si nous voulons assurer à chaque citoyen une parcelle de cette propriété qui est le prolongement de la personnalité humaine et la condition même

de toute liberté, nous ne pouvons faire autre chose que de rendre tous les citoyens d'une même nation co-propriétaires des puissants engins de production, d'échange et de transports modernes qu'il nous est impossible de diviser, de morceler et de partager à l'infini.

II

La Concentration capitaliste dans l'Industrie.

La concentration des moyens de production, d'échange et de transport ne peut être niée.

La propriété, qui n'a cessé d'évoluer depuis les temps les plus reculés, tend, après avoir été communiste d'abord et individuelle ensuite, à redevenir communiste.

Comme le dit si bien Lafargue, l'humanité progresse en spirale : *elle arrive nécessairement à des points correspondants, et l'on voit réapparaître des formes antérieures que l'on croyait éteintes à jamais.*

Je l'ai déjà démontré, la civilisation capitaliste élabore elle-même les éléments d'une forme supérieure de propriété collective et des flancs de la société capitaliste jaillira la société collectiviste, dont l'organisation n'aura certainement rien de commun avec le communisme grossier — et quelquefois dégradant — des temps primitifs.

Et nous ne pouvons que hausser les épaules quand les Yves Guyot, les Ritcher, les Leroy-Beaulieu de l'internationale capitaliste nous annoncent le retour au communisme des Fuégiens si le parti socialiste triomphait !

Dans l'industrie, la machine-outil et, à sa suite, la division du travail, a fait disparaître le producteur individuel, propriétaire de son outil de travail.

Le tisserand ne possède plus son métier ; le cordonnier, son alène et son marteau ; le menuisier, sa varlope ou son rabot ; le fondeur, son creuset et ses embrasoirs ; le tailleur, son établi et son billot ; le chapelier, son roulet et sa forme, etc..... etc..... Violamment ou lentement, suivant comment la vapeur et l'électricité, domptés et asservis par l'homme, ont été utilisées, ils se sont trouvés expropriés de leur propre outillage. Celui-ci leur a été arraché,

jeté à la ferraille, et c'est un machinisme tout à la fois coûteux et puissant qui l'a remplacé.

L'atelier du petit artisan a dû faire place à la manufacture.

Dépossédé et acculé à vendre sa force-travail, le travailleur manuel et intellectuel de nos jours erre de ville en ville pour offrir sa puissance musculaire ou cérébrale.

Mais le perfectionnement de la mécanique permettant de produire beaucoup avec peu de monde ; le développement de l'instruction jetant sur le marché une énorme quantité de matière cérébrale à utiliser, il y a surproduction en tout et sur tout. Les magasins sont pleins de produits : l'on n'a pas besoin d'ouvriers ; les bureaux sont remplis : l'on n'a pas besoin d'intellectuels.

Et toute l'armée de réserve du travail donnant, dix paires de bras, cinquante cerveaux sont disponibles pour un ! C'est celui qui s'offrira à meilleur compte qui aura l'insigne honneur d'entrer le premier dans l'usine capitaliste afin de s'épuiser derrière la machine ou de se vider la tête sur des épures ou des grand-livres.

Victime de cette concurrence, le travailleur du muscle ou de la pensée peine alors pour des salaires dérisoires qui ne lui permettent pas plus d'entretenir de combustible sa machine humaine que de pourvoir du strict nécessaire sa femme et ses enfants.

Sa seule fonction est de produire des profits, de suer des dividendes, de pondre la plus-value aux capitalistes qui l'emploient....

Mais la concentration capitaliste ne s'arrête pas là.

Après l'expropriation des ouvriers, l'expropriation des petits capitalistes (1).

Ce ne sont pas seulement les petits producteurs industriels qui se sont vus prolétarisés, dépossédés de tout bien, c'est maintenant le tour des petits usiniers qui, ne pou-

(1) En 1866, 4.715.805 personnes d'employées pour 1.450.223 établissements industriels. En 1896, 6.373.239 pour 734.240 établissements. Augmentation de personnel : 1.657.434 ; diminution d'établissements écrasés par la concurrence capitaliste : 715.983. (Voir le discours prononcé à la Chambre, le 30 novembre 1904, par le citoyen Vaillant, député de la Seine ; lire la brochure intitulée : *Le Chômage à la Chambre*. En vente au Siège du Parti.)

vant produire à aussi bon compte que les gros, sont dévorés par ceux-ci.

Les outillages deviennent si coûteux, qu'il faut des fortunes gigantesques, colossales pour s'en rendre acquéreur.

L'usiner qui, il y a trente ans, pouvait commencer à occuper quelques centaines d'ouvriers avec un *capital constant* — matières premières, matières auxiliaires et instruments de travail — ne pourrait guère, aujourd'hui, se mettre en route à moins d'avoir des millions.

Et cela est si vrai que les industriels les plus riches, se sentant eux-mêmes impuissants à pouvoir produire beaucoup et à bon compte, s'associent en sociétés anonymes dont le capital social est des plus élevés.

C'est donc la lutte pour la vie à outrance dans la production industrielle et la conséquence fatale de cet état de guerre permanent, c'est qu'en France — comme en Amérique, où le développement de l'industrie atteint son apogée, — les petits et les moyens étant dévorés par les gros, il y aura entente, association entre ces derniers pour ne plus former dans chaque branche de la production qu'une même et unique exploitation.

On se figure dans quel état de honteuse servitude se trouvera le monde du travail de chaque corps de métier quand il n'aura plus devant lui, comme acquéreur de sa *force-productrice* qu'une seule maison et un seul tarif !

Là, plus de choix ! Impossible de changer de patron ! Plus moyen de jouer à l'indépendant, de poser à l'homme libre !

La liberté sera disparue, envolée à jamais pour le prolétaire descendu encore plus bas que l'esclave, puisque ne représentant aucune valeur marchande pour son patron, celui-ci, maître absolu, pourra user et abuser de lui jusqu'au moment où, le sentant vieillir et devenir incapable de produire la somme de *plus-value* voulue, il le jettera hors de son usine, de sa mine, de ses voies ferrées ou de ses grands magasins.

Les démocrates, les républicains avancés, désireux de faire des réformes sociales, mais adversaires déterminés d'un nouveau mode de propriété devenue obligatoire, puisque à *production collective* doit correspondre *propriété collective*, objecteront peut-être qu'en votant des lois d'assistance, des lois diminuant les heures de travail,

en créant une caisse de retraites pour les vieux ouvriers, en organisant les syndicats et en leur donnant une part d'autorité dans la direction du travail, en instaurant des coopératives, en frappant davantage le capital, en entourant, enfin, l'ouvrier de lois protectrices aussi humaines que possible, il serait possible d'assurer à la classe laborieuse une somme de bien-être et d'indépendance suffisantes.

Eh bien ! non.

Tant qu'un homme dépendra d'un autre homme par son travail, c'est-à-dire tant qu'un homme possédera l'outil de production et qu'il n'autorisera un autre à s'en servir qu'à la stricte condition qu'il lui fournira une certaine somme de travail non payé, il n'y aura, il ne pourra y avoir de liberté puisque *seule la propriété peut la donner*.

La liberté n'existera pleine et entière que le jour où tous les gros expropriateurs — ceux qui se sont grossis des dépouilles des petits industriels qu'ils ont dévorés — seront expropriés à leur tour. C'est quand les moyens de production : usines, mines, terres, etc..., appartiendront à la société que celle-ci — en entier — saura ce que la vie peut donner de jouissance et de bonheur aux êtres humains.

III

La Concentration capitaliste dans le Commerce.

La concentration des capitaux s'opère aussi bien dans le commerce que dans l'industrie et l'agriculture.

Les sociétés anonymes tiennent boutique — ou plutôt font tenir boutique — tout comme les sociétés industrielles font produire. Et, devant ces léviathans du commerce, les petits boutiquiers, constatant combien il est impossible de lutter contre les *bazars capitalistes*, ferment doucement leurs volets, glissent sans bruit la clef sous la porte, et vont rejoindre silencieusement dans le prolétariat, les petits fabricants expropriés de l'industrie et les petits ménagers expropriés de la culture, tous travailleurs à qui la puissance capitaliste a arraché de leurs mains les instruments de production qu'ils possédaient.

Les maisons de commerce dont l'existence remontait si loin dans le passé et dont les enseignes, plus avariées les

unes que les autres indiquaient la vieillesse, disparaissaient petit à petit (1).

Que l'on regarde toutes les branches du commerce. Dans les vêtements, les grands magasins de nos villes, resplendissants d'or et scintillants de lumière, aux vastes vitrines, aux immenses halls, remplacent les modestes boutiques au comptoir de bois blanc où le patron coupait et cousait lui-même le traditionnel complet de tiretaine du client.

L'épicier — le légendaire garde-national, défenseur attitré et patenté de la famille, de l'ordre, de la propriété et de la religion — celui qui rêvait de faire sa petite affaire dans la boutique paternelle, au milieu des cornichons, pois de conserves, pâtes alimentaires, etc., etc..., voit toutes ses espérances s'envoler devant les *Epicerie Centrales*, les *Comptoirs Français*, les *Familistères*, les *Succursales de Félix Potin* ou les roulotiers des *Planteurs de Caïffa*, qui vendent à des prix exceptionnels de bon marché et lui enlèvent toute sa clientèle.

Dans l'ameublement, la bijouterie, la quincaillerie, la librairie, etc., etc..., c'est absolument la même chose, il faut subir la concurrence du grand magasin. Le capitalisme transforme, révolutionne le commerce, comme il transforme, révolutionne l'industrie et l'agriculture, et les établissements commerciaux de petite et moyenne grandeur diminuent, tandis que leurs importants concurrents augmentent en nombre.

Il y a quelques années on ne comptait véritablement, comme grandes maisons de commerce que les Louvre, les Bon Marché, les Samaritaine, les Printemps, les Potin, etc., etc..., qui, de Paris, mitraillaient les petits boutiquiers de province à coups de colis-postaux.

Aujourd'hui c'est bien changé.

D'abord, tout chef-lieu se respectant a un *Grand Bazar* ou une *Grande Galerie* : petit Louvre en miniature où l'on trouve de tout, absolument de tout.

Quant aux chefs-lieux d'arrondissement et de canton, ils possèdent des succursales de puissantes maisons de

(1) En 1866, 572.816 personnes étaient employées par 392.191 établissements commerciaux. En 1896, 916.532 sont employées par 161.905 établissements. Augmentation de personnel : 343.716; diminution d'établissements : 230.286.

commerce dont le capital social est de plusieurs millions. Ces succursales ont commencé par tenir de l'épicerie, et maintenant elles tiennent de la bonneterie, de la lingerie, de la chaussure, du vêtement, des jouets, de la vaisselle, etc., etc..., et tout cela à des prix véritablement modiques.

S'ils arrivent à vendre à aussi bon compte, c'est que la maison-mère : la Société capitaliste propriétaire de ces succursales achète en gros aux producteurs eux-mêmes — quand ils ne font pas produire directement pour leur compte.

Les produits achetés dans le Midi, le Centre ou le Nord sont envoyés directement du pays d'origine aux succursales même, leurs prix ne subissent pas d'augmentation, puisqu'ils ne passent dans les mains d'aucun intermédiaire — ce qui n'est pas le cas des produits achetés par les petits boutiquiers.

En plus de ces grandes maisons de commerce, il existe encore d'autres établissements dont le développement considérable est extrêmement nuisible au petit commerce. Je veux parler de ceux qui fournissent toutes sortes de produits par abonnement.

Les agents galonnés et matriculés des *Dufayel*, des *Crédit pour tous*, des *Classes Laborieuses*, etc., etc..., vous apportent à domicile toutes les marchandises que vous désirez, moyennant un versement hebdomadaire.

Chez eux, point n'est besoin de payer comptant. On vous fournit d'abord, et chaque semaine vous effectuez un versement assez minime permettant de vous acquitter de votre dette au fur et à mesure que vous le pouvez.

Et c'est par millions que ces maisons raffent l'or dans les campagnes sillonnées par des centaines d'employés à leur solde qui viennent percevoir à domicile.

Il ne faut pas croire, parce que le nombre des maisons a diminué, qu'il y a moins de commerce que jadis; tout au contraire il a augmenté, s'est développé, et les commerçants expropriés ou leurs enfants n'ont pas abandonné la partie. Au lieu d'être leurs propres maîtres, dans leurs propres boutiques, ils sont devenus les employés des maisons de commerce capitalistes qui les font disparaître, qui les ont anéantis. La preuve, c'est que la population active qui était dans le commerce de 572,816 personnes en 1866 atteignait 916,532 personnes en 1896, soit une augmentation de 343,716 individus.

Ainsi donc, il est bien démontré que dans le commerce comme dans l'industrie et l'agriculture, le capitalisme tout-puissant fait son œuvre d'expropriation révolutionnaire condamnant les petits commerçants ou leurs enfants — devenus les salariés des grands magasins : les sans liberté et les sans bien-être — à assister, le sourire aux lèvres, au long défilé de leurs anciens clients venant s'approvisionner aux grands bazars capitalistes.

A moins qu'enrégimentés dans l'armée des fonctionnaires des Dufayel, ils ne passent à domicile placer les marchandises et faire la recette pour le compte de ces potentats du Commerce.

IV

La Concentration capitaliste dans l'Agriculture.

Les petites parcelles de terre se trouvent de plus en plus absorbées par la grande propriété terrienne.

Depuis une cinquantaine d'années, les petites exploitations ont pour la plupart disparues, et les petites et les moyennes propriétés qui ont résisté jusqu'à aujourd'hui agonisent, vont succomber devant la puissance capitaliste des gros propriétaires du sol (1).

Aussi ne voit-on plus de ces petits ménagers qui jadis étaient si nombreux dans les campagnes. Ils se sont transformés en domestiques, en salariés des grandes fermes, à moins qu'attirés par le clinquant des villes, ils ne soient devenus les serfs de l'usine (2).

Il ne faut pas, parce que l'on voit encore d'innombrables cultivateurs avoir terres et maisons inscrites à leur nom, croire que la petite et moyenne propriété détiennent toujours une bonne partie de la terre (3).

(1) En 1866 il y avait 3.266.705 établissements agricoles, de 1896 à 1901, les établissements agricoles occupant des salariés ont passé de 1.484.000 à 1.340.000.

(Communication de M. Yves Guyot à l'Institut international de statistique, 1907.)

(2) Les ouvriers ruraux complètement dépossédés sont en France au nombre de 3 millions 200.000.

(3) Petite propriété de 0 à 10 hectares : 13.213.383, cotes pour 17.476.445 hectares. — Moyenne propriété de 10 à 40 hectares : 698.326, cotes pour 12.700.087 hectares. — Grande propriété de plus de 40 hectares : 163.092, cotes pour 19 millions 211.772 hectares.

Si l'on se contente des apparences, ou l'on peut prétendre que la propriété rurale évolue très lentement, paraît même en certains endroits figée dans sa forme primitive de petite propriété. Mais si l'on ne s'arrête pas à un examen superficiel, l'on s'aperçoit que la propriété rurale se transforme comme la propriété industrielle et que la petite propriété n'est qu'une des formes de la grande propriété capitaliste.

La vérité, c'est que les trois quarts du sol exploité par la petite culture sont grevés d'hypothèques et que chaque lopin de terre qu'elle semble posséder n'est qu'une parcelle du grand capital terrien (1).

Si la grande propriété est possédée en propre par les capitalistes terriens, la petite propriété est aussi leur chose.

Grevée d'hypothèques, cette petite propriété est pour eux une source de bénéfices, puisque ceux qui la possèdent doivent annuellement leur verser les intérêts des sommes qu'ils leur ont prêtées. Les petits propriétaires, chargés de dettes, ne louent pas la terre qu'ils cultivent, c'est vrai, mais comme ils louent l'argent qui leur est nécessaire pour exploiter leurs propriétés, cela revient au même. Ils ne sont propriétaires que de nom.

Et la petite propriété paiera ce tribut jusqu'au moment où les petits cultivateurs, ne pouvant plus résister à la concurrence de la grande exploitation agricole, détenue par la classe capitaliste — qui vend à meilleur compte qu'eux et avec plus de profits — se verront obligés de refuser de faire face à leurs engagements, de payer les intérêts des sommes qu'on leur a avancées, et seront, par conséquent, acculés à vendre leurs petites propriétés (2).

Et cette échéance ne saurait tarder. La grande exploitation pouvant seule acquérir et utiliser le nouvel instrument

(1) M. Klotz, député de la Somme, rapporteur du budget de l'Agriculture en 1906, a été obligé d'avouer que la dette hypothécaire dépasse le chiffre de 15 milliards; ce qui est encore au-dessous de la vérité.

(2) Les ventes d'immeubles sur saisie suivent une progression constante. De 5.538 en 1865 elles sont passées à 20.390 en 1898. — En 1894 elles avaient augmenté de 84 0/0 depuis 1875. Et ce qui prouve que la saisie atteint la petite propriété, c'est que les 3/4 de ces ventes ne dépassent pas 5.000 francs. En 1889, sur 736.000 ventes immobilières portant sur plus de 1 milliard, on en trouve 579.000 inférieures à 5.000 francs. En 1894 on en compte encore 647.505 sur 713.604.

technique de production agricole et ce mode perfectionné de travail pouvant faire rendre à la terre un maximum de produits, en ayant un minimum de frais généraux, la petite exploitation devient forcément, qu'on le veuille ou non, une forme surannée de production qui doit fatalement disparaître, et qui, en disparaissant, permettra aux capitalistes fonciers d'agrandir encore leurs domaines.

Ainsi, de tout côté, l'accaparement des biens fonciers est indiscutable. Tantôt ce sont les gros exploitants capitalistes d'une contrée qui s'approprient toutes les terres mises en vente; tantôt ce sont de gros propriétaires terriens qui absorbent les lopins de terre — chargés par eux d'hypothèques — abandonnés par les petits cultivateurs (1).

Le capitalisme foncier aspire donc toute la propriété terrienne et petit à petit, il débarrasse le sol des mille et mille petits cultivateurs qui, depuis des générations, y étaient attachés et travaillaient la terre à leur propre compte, rejetant ainsi ces petits possédants expropriés dans la classe ouvrière.

Et, dans moins de temps qu'on ne le croie, la production agricole sera effectuée par quelques grosses fermes capitalistes, éparsemées dans les campagnes, possédant tout un territoire et sur les terres desquelles peînera un prolétariat aussi exploité, aussi opprimé que celui des villes.

A moins que le socialisme triomphant n'arrête l'expropriation commencée et ne remette la terre à ceux qui la font fructifier.

V

Nécessité de l'Organisation collectiviste.

Par le fait même de l'expropriation des petits industriels, des petits commerçants et des petits propriétaires, le capitaliste, grossi de la dépouille de tous ces dépossédés, devient de plus en plus une formidable puissance sociale de tyrannie, d'asservissement et de compression.

(1) De 1882 à 1892 les exploitants de plus de 100 hectares ont augmenté de 4.477 unités, faisant passer l'étendue de ces grandes exploitations de 22.296.100 hectares à 22.493.400, soit une augmentation de 197.300 hectares.

Non content d'être le maître absolu et implacable d'une foule immense de travailleurs qui peinent *sur* et *dans* ses propriétés, il ne se contente pas de ne plus vouloir travailler.

Commander ceux dont il achète les bras : *la force musculaire* ; écouler les marchandises, les denrées qu'ils produisent ; améliorer, transformer lui-même son outillage et la méthode de travail de ses salariés lui semble encore trop fatigant. Il achète des cerveaux : de la force cérébrale pour diriger, administrer, vendre et perfectionner en son lieu et place.

Le capitaliste ne produit donc plus, n'administre plus, ne vend plus, n'invente plus. Il fait produire par ses ouvriers, administrer par ses directeurs, vendre par ses commis-voyageurs, inventer par ses ingénieurs.

La seule fonction c'est de digérer, d'accumuler le travail des autres. Et, grâce au profit qu'il en retire, de se procurer les jouissances les plus variées et les plus diverses qu'il puisse trouver.

Aussi, de par cette séparation complète, de par ce divorce absolu d'avec sa propre propriété le capitaliste n'est plus d'aucune utilité sociale. Étant devenu un organe sans fonction, il doit disparaître.

Étranger au procès du travail, ne rendant aucun service au monde dans lequel il vit, le capitaliste n'a plus aucune mission historique à remplir ; son rôle est terminé ; il a fait son temps ! Et c'est du fait de cette élimination forcée que résulte la possibilité de l'appropriation collective de la propriété qu'il possède.

Vivant aux dépens, au détriment des travailleurs manuels et intellectuels qu'il emploie — puisqu'il prélève une redevance journalière, une sorte de *dîme patronale* sur le produit de leur travail, et cela au *nom du droit du plus fort* — il n'est pas simplement inutile au corps social, il lui est surtout nuisible. Aussi doit-il être exproprié pour cause d'utilité publique, et son capital : terres, mines, usines, chemins de fer, maisons de commerce, transatlantiques, chalutiers à vapeur, etc... — fruit du travail non payé des millions et des millions de travailleurs des générations passées et présentes — rester propriété inaliénable de l'ensemble de la société.

Le travail ne se faisant qu'entre salariés : depuis le directeur au traitement élevé, nommé par les actionnaires

ou le capitaliste-patron, jusqu'aux plus humbles manœuvres, en passant par les ingénieurs, les chimistes, les comptables, les contremaitres, etc., etc., la remise à la société des moyens de production, d'échange et de transport ne causerait aucune perturbation économique.

Après comme avant, la terre s'ensemencera et produirait; la machine fabriquerait; les comptoirs écouleraient les objets nécessaires à l'existence de l'homme, avec cette seule différence qu'aucune rente n'étant prélevée sur les travailleurs — sous couleur de dividendes — par les capitalistes qui n'existeront plus, le produit intégral de leur travail leur appartiendra en entier, déduction faite des sommes nécessaires aux frais généraux, à l'entretien du matériel et aux différents services publics d'instruction, d'assistance sociale et autres.

Dans une Organisation collectiviste, chacun se trouverait librement utilisé suivant ses aptitudes particulières et ses capacités spéciales. Les instruments de production, d'échange et de transport : les terres, les mines, les usines, les grands bazars, les voies ferrées, etc., etc., seront la propriété de tous. Plus d'employés ni d'employeurs : tous libres et égaux disposant des mêmes moyens de travail.

L'heure de travail socialement nécessaire à la production d'un objet sera la commune mesure.

Les objets, quels qu'ils soient, n'auront de valeur, ne vaudront que ce qu'ils ont coûté d'heures pour être produits.

Centralisés dans de vastes magasins, ils seront à la disposition de tous les producteurs qui pourront en réclamer en aussi grande quantité que la somme de travail qu'ils auront rendue le leur permettra. Tant plus un citoyen aura travaillé, tant plus il aura droit à une consommation élevée. On a effectué tant de labeur, on a le droit à tant de consommation. Et les denrées et objets de consommation seront d'autant moins coûteux et leur abondance d'autant plus grande — pouvant par conséquent être consommés et usés en plus grand nombre — qu'ils seront produits mécaniquement et que tous les inutiles d'aujourd'hui — fruits de la société capitaliste — travailleront et produiront.

Aussi, il est certain que la production sera de beaucoup plus élevée que la consommation et qu'un stock considérable sera constitué chaque année au bénéfice de la société. Ce

fonds de garantie sera mis en réserve pour combler les déficits qui pourraient se produire.

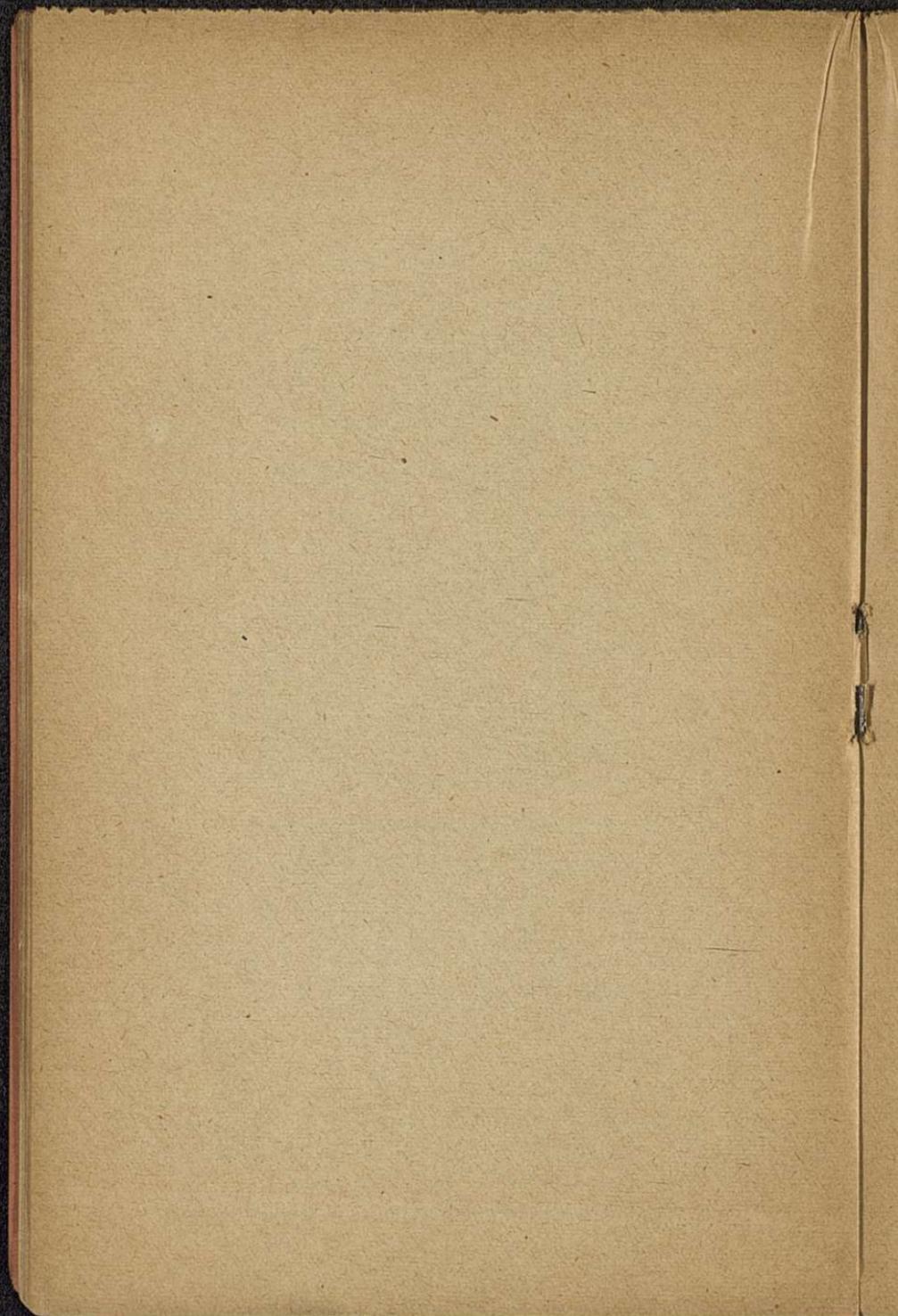
Le bon de travail remplacerait la monnaie et permettrait les échanges entre producteurs de denrées et d'objets de consommation différents. Une paire de chaussures, dont la matière première avec quoi elle est faite : cuir et clous valant une demi-heure de travail, serait l'équivalent d'un bon de travail de une heure si le temps de travail socialement nécessaire à la fabriquer est de une demi-heure. Et ce bon de travail de une heure permettra à l'ouvrier cordonnier de s'acheter un pantalon, un chapeau ou une montre, si la valeur de la matière première de ce pantalon, de ce chapeau ou de cette montre, ajoutée à ce qu'ils ont coûté de temps à fabriquer équivalait en totalité à une heure de travail.

Sur les producteurs, il ne serait prélevé que l'impôt nécessaire à l'élevage des enfants, — dont l'instruction, la nourriture et l'entretien seront à la charge de la société — au repos des vieillards ; au renouvellement et au perfectionnement de l'outillage suivant les derniers progrès réalisés dans la mécanique (de façon à économiser le plus de travail humain possible) ; au bon fonctionnement des services publics, etc., etc...

Dans une Organisation collectiviste, l'état chaotique, anarchique de la production disparaîtrait. Au lieu d'être fabriqués au petit bonheur, au hasard, sans même savoir si on pourra les vendre, les écouler, les produits seront fabriqués avec méthode, suivant les besoins et les désirs des consommateurs.

Leur surabondance qui, dans la société capitaliste occasionne la fermeture des ateliers, provoque le chômage — avec son lugubre cortège de privations, de douleur et de misère — occasionnera tout au contraire un surcroît de bien-être.

Par le Collectivisme, l'entente, l'union, la coalition pour l'existence remplacera la hideuse lutte pour la vie qui déchaîne les hommes les uns contre les autres, inaugurant un autre combat : celui des êtres humains enfin réconciliés et étroitement unis — parce que leurs intérêts seront absolument les mêmes — luttant contre les forces rebelles de la nature encore indomptées, afin de les asservir, à leur puissance, de les rendre esclaves de leur volonté pour que cette nature, suivant un grand mot de Guesde *serve comme une grand-mère nourricière, à la satisfaction de tous.*



De l'Organisation Collectiviste

I

(Tiré du *Socialisme Intégral*, de Benoît Malon, de l'*Application du Système Collectiviste* de Lucien Deslinières, de l'*Organisation Socialiste* de Jaurès, du *Régime Socialiste* de Georges Renard, de la *Société Socialiste* d'Henri Brissac, de la *Cité Idéale* de Fournière, des *Lois Collectivistes pour l'An 19...* de Georges Dazet, de la *Cité Future* de Ernest Tarbouriech, de l'*Esquisse d'une Société Collectiviste* de E. Heberlin-Darcy et des *Propos d'un Rural* de Compère-Morel.)

*
* *

Nos adversaires nous ont déjà demandé un nombre incalculable de fois, dans toutes les formes et sur tous les tons, comment serait constituée la société de l'avenir; de quelle façon elle fonctionnerait; comment s'effectuerait la production; se pratiquerait l'échange; se dirigeraient les entreprises, etc., etc...

Nous avons beau démontrer à ceux qui nous posaient ces questions que les plus grands rouages de la société future existaient dans la société présente; qu'une partie de la production industrielle s'opérait aujourd'hui de la

même façon qu'elle s'opèrerait demain ; que les cadres de la société socialiste existaient en fait ; que les exploitations rurales des contrées où la grande propriété exploitait la terre avec le nouvel instrument technique agricole étaient les exploitations-types des fermes collectivistes, rien n'y faisait.

Ces messieurs voulaient, désiraient, exigeaient les détails, les plus petits détails même de la Cité collectiviste.

Et nous vîmes des hommes fort intelligents et des plus spirituels nous poser des questions dans le genre de celle-ci : « Qui videra les pots de chambre dans la société future ? »

Nous serions en droit de répondre à ces esprits jamais satisfaits, dont l'exigence est sans limite, que les révolutionnaires de 1789 se seraient trouvés eux-mêmes fort embarrassés si on leur avait demandé qu'ils eussent à s'expliquer sur les formes, aussi diverses que multiples, que revêtirait le régime politique et social qui succéderait à celui qu'ils combattaient et dont ils prédisaient la disparition prochaine.

Mais non, notre devoir est de répondre à toutes les questions, d'apporter avec toute la bonne foi possible les éclaircissements nécessaires pouvant jeter quelque lumière sur l'organisation collectiviste et de démontrer que loin d'être un couvent, une caserne, où la discipline brutale règnerait, où l'initiative personnelle disparaîtrait, la société socialiste donnera tout au contraire la plus grande somme de liberté possible à chacun, permettant l'épanouissement complet de l'individu dans le sein de la collectivité.

Aussi, bien des hommes, bien des camarades se sont efforcés, dans des ouvrages les plus intéressants, de satisfaire les esprits les plus curieux, tant par les détails qu'ils donnent sur la façon dont sera organisée la production et l'administration des choses en régime collectiviste, que par les solides raisons qu'ils émettent pour prouver la possibilité de l'instauration de ce régime.

J'y renvoie les personnes désireuses de s'instruire.

Certes, il est bien difficile de contenter les bourgeois grincheux, qui ont tout intérêt à la conservation du dé-

sordre actuel, puisqu'ils en vivent — jusqu'à en mourir même ! — et nos arguments seraient-ils de la plus haute valeur qu'ils ne les convainraient pas.

Si certains d'entre nous, comme Bellamy et William Morris tentent de préciser, dans d'attrayants et merveilleux romans le mécanisme communiste, ces messieurs crient à l'utopie. Si, d'autre part, par crainte de bâtir sur le terrain fragile et mouvant de l'hypothèse, nous hésitons à nous hasarder dans le champ infini de l'imagination : goguenards et railleurs ils chantent sur tous les airs que si nous sommes bons à chambarder, nous sommes aussi impuissants à édifier qu'à reconstruire.

Mais comme il nous importe peu de ne pouvoir convaincre ceux qui ne veulent pas être convaincus, nous n'avons pas à nous arrêter à leur appréciation.

C'est pour la masse que nous devons dresser le schéma de l'Organisation collectiviste, et ne réussirions-nous à démontrer qu'à quelques citoyens combien il est nécessaire d'effectuer la transformation sociale pour instaurer un nouveau mode de propriété, et à leur donner la certitude du bon fonctionnement de ses rouages que nous serions fort heureux.

C'est ce que nous allons tenter de faire.

II

La Production industrielle.

Admettons pour un instant que nous sommes les maîtres du pouvoir (je n'entends pas dire ici par quels moyens, car malgré toutes mes préférences pour une conquête pacifique du Pouvoir, rien ne prouve que l'expropriation politique et économique de la Bourgeoisie se fera par les moyens légaux) et que nous possédions tous les moyens de production : les outils, la terre, les moyens de transport, d'échange, etc., etc..., comment allons-nous les administrer

et les diriger ? La production industrielle sera-t-elle dirigée par une Administration centrale qui, unifiant sous sa tutelle toutes les branches de la production, fera des travailleurs une armée de fonctionnaires relevant de son pouvoir, ou sera-t-elle laissée à la libre disposition des différentes corporations qui conserveraient leur autonomie absolue ?

Comme nous ne voulons pas plus embrigader tous les travailleurs dans une vaste armée du travail où règnerait une discipline de fer, où toute liberté leur serait retirée au profit de la collectivité, que laisser la direction du travail aux différents Syndicats corporatifs, qui formeraient autant de puissances sociales perpétuellement en conflit d'intérêts, nous accordons, dans la société collectiviste, la gouvernance de l'outillage aux corporations ouvrières, sous la direction d'un Comité central élu par les suffrages libres des travailleurs de toutes catégories.

Les Syndicats, qui se constituent et s'organisent de plus en plus solidement, seront les éléments tout préparés, tout aguerris pour prendre en mains la direction du travail quotidien.

D'organismes de lutte et de défense contre la puissance patronale — comme ils le sont dans la société capitaliste — ils deviendront, dans la société socialiste, organes pacifiques de la production.

Si nous ne sommes pas partisans d'une forme essentiellement corporative — tout en ne voulant pas d'une forme administrative complète où chacun dépendrait du pouvoir central — c'est que nous craignons que les corporations, devenues leurs propres maîtresses, n'ayant aucune attache entre elles, n'arrivassent à lutter les unes contre les autres, les plus fortes attirant à elles tous les avantages au détriment des plus faibles, recommençant ainsi sous une autre forme la hideuse lutte pour la vie que nous aurions voulu supprimer.

En les plaçant sous la direction et le contrôle permanent d'un Conseil du Travail composé des hommes les plus capables et les plus estimés des travailleurs, et où seraient représentés les différents corps d'état, l'harmonie règnerait

entre les divers facteurs de la production et serait continuellement maintenue pour le bon fonctionnement des organismes collectivistes.

Ces Conseils du Travail seraient nommés soit par les Conseils particuliers de chaque Syndicat, soit par la masse organisée des producteurs qui délégueraient un ou plusieurs des leurs à cette Chambre Economique. L'essentiel, le principal, c'est, comme le dit avec juste raison Jaurès, c'est que l'action centrale de la nation productive maintienne libre, mais disciplinée, l'organisation collectiviste.

L'organisation serait libre, parce que les syndiqués nommeraient eux-mêmes leurs propres directeurs, leurs propres administrateurs. Elle serait disciplinée parce que le Conseil du Travail dirigeant la production générale, contrôlerait, veillerait la production particulière de chaque groupe corporatif.

Je ne veux pas entrer ici dans de mesquins détails intérieurs, soit sur la manière dont se fera la conduite du travail dans l'atelier; sur la façon dont seront rédigés les règlements intérieurs; comment la discipline pourra faire loi, etc., etc..., ce sont là de puérides et mesquines questions qui seront facilement résolues au mieux des intérêts de chacun.

Ce que j'ai tenté de démontrer, c'est dans quel sens s'opèrera la remise des moyens de production dans les mains du monde du travail et l'inanité des attaques de ceux qui, ne voulant voir dans les socialistes que des agitateurs doublés d'impuissants, nous accusent de n'avoir aucune vue d'ensemble sur l'organisation du travail industriel dans la société de l'avenir.

III

L'Exploitation agricole.

Si l'on nous demande, après avoir voulu connaître l'organisation de la production industrielle, comment nous organiserons la production agricole — la terre étant devenue

propriété sociale — rien ne sera plus facile, puisque celle-ci sera calquée sur celle-là, et que nous fondrons, là encore, les systèmes administratifs et corporatifs l'un dans l'autre.

Tout comme dans l'industrie, nous laisserons les cultivateurs régir comme bon leur semble les vastes territoires qu'ils auront à leur disposition, et cela sous le contrôle de l'Administration centrale.

Dire aujourd'hui d'une façon précise et détaillée comment s'opèrera cette socialisation de la propriété terrienne; comment et de quelle façon s'effectuera le procès de la production agricole, serait peut-être prématuré. Mais ce qu'il y a de certain, c'est que les cultivateurs sont déjà, en maintes contrées, préparés à être les gérants de la propriété foncière et à être des producteurs et non des vendeurs courant après la clientèle des consommateurs.

Ce qu'il y a de certain, c'est que la façon dont s'écoulent leurs produits est absolument conforme à l'idée que nous nous faisons de l'échange des denrées dans la société collectiviste.

Supprimez l'entrepôt particulier du marchand de grains et remplacez-le par l'entrepôt communal où tous les cultivateurs déposeront leurs grains; supprimez le marchand de bestiaux et de volailles en gros et remplacez-le par le gérant du dépôt d'alimentation où tous les éleveurs amèneront leurs bêtes; supprimez la laiterie capitaliste et remplacez-la par la laiterie cantonale où les cultivateurs apporteront leur lait afin d'approvisionner de lait, de beurre et de crème les villes voisines, et l'écoulement des produits agricoles se fera, demain comme hier, sans qu'il n'y paraisse rien.

La betterave ira directement aux râperies, et de là aux sucreries et raffineries de la collectivité.

Le raisin ira directement aux pressoirs où se feront les communes foulées et le vin directement aux caves de la collectivité.

Etc., etc...

Le producteur agricole produira pour la collectivité tout entière, et les intermédiaires ayant disparu, il jouira du

produit intégral de son travail dans les conditions indiquées précédemment.

Certes la complexité de cette branche de production sera grande; les rouages nombreux; et leur conduite nécessitera un bien grand doigté et une profonde habileté. Mais, en retour, quels avantages pour tous ! Quelle multiplicité de produits ! Combien sera loin de nous la prédiction malthusienne nous menaçant de la disette pour l'avenir !

Figurons-nous tous ces lopins de terre, grands comme des mouchoirs de poche, travaillés comme en dépit du bon sens, par les outils les plus rudimentaires ;

Figurons-nous les, dis-je, réunis en d'immenses champs sur lequel évoluera le machinisme le plus perfectionné ;

Figurons-nous les canaux et les chemins de fer multipliés partout, sillonnant les plaines et les vallées, charriant les engrais et les fumiers les plus fertilisants sur les lieux mêmes du travail ;

Figurons-nous une canalisation spéciale amenant l'eau dans les terrains les plus arides et les ordures ménagères des grandes cités mêlées aux eaux des égouts sur les terres les plus ingrates ;

Figurons-nous la culture faite d'une manière raisonnée sous la direction d'hommes connaissant toutes les sciences nécessaires à cet effet — et avec le concours intéressé des travailleurs des champs, qui seront récompensés par d'autant plus de produits qu'ils auront apporté plus de soins et fourni plus d'efforts ;

Figurons-nous tout cela et nous aurons la reproduction exacte, le tableau fidèle de ce que sera la production agricole dans la société collectiviste.

Nous ne verrons plus alors des pâtures entretenues à grands frais dans des terrains trop secs; des blés dans des terrains sans consistance et autres anomalies agricoles qui choquent les esprits compétents.

Le territoire de chaque commune sera classé en catégories bien distinctes où alterneront les céréales et les légumes qui concordent le mieux avec la nature du sol soumis aux analyses chimiques du laboratoire cantonal, créé pour ces

sortes de travaux. Plus de cultures infructueuses, plus de rendements insignifiants ! Plus de riches terres possédées par les uns, vis-à-vis de « galipettes » possédées par les autres : tous seront les propriétaires collectifs de la richesse terrienne du pays.

Peut-être bien que des lots de petite culture seront laissés aux cultivateurs qui en feront la demande ; peut-être bien que des petits propriétaires voudront exploiter eux-mêmes leurs terres ; peut-être bien que des Coopératives agricoles désireront conserver leur autonomie ; peut-être que des individualités bornées, égoïstes et réfractaires à tout progrès voudront quand même, en pauvres inconscients, vivre et produire seuls : nous les laisserons faire.

Peinant et suant du matin au soir, sans bénéfices équivalant à un labeur plus que pénible, ils ne tarderont pas, devant la situation florissante de l'exploitation collectiviste, à abandonner l'antique brabant pour la charrue à vapeur ou électrique délaissant pour toujours les vieux outils aratoires dont la vue évoque tout un passé de peines et de souffrances, et ils entreront volontairement, librement, dans la collectivité agricole nationale.

A partir de ce jour, les misérables salariés agricoles étant aussi disparus, la totalité des campagnards pourra connaître toutes les joies d'une vie libre et heureuse.

Des rustiques de la ferme, des paysans brutaux et ignorants, le collectivisme aura fait des hommes robustes d'esprit autant que de corps, capables de goûter et d'apprécier toutes les beautés de la nature, des arts et des sciences !

IV

De l'Échange.

Après avoir exposé sous quelle forme s'opèrerait la production industrielle et la production agricole, je dois dire comment et dans quelles conditions se ferait — dans une société collectiviste — l'échange des produits, c'est-à-dire

comment se pratiquerait ce que l'on appelle aujourd'hui le commerce.

C'est peu difficile à exposer, car, tout comme la production collectiviste s'élabore dans la production capitaliste, le mode d'échange des produits en système collectiviste s'élabore dans le commerce capitaliste.

Dans quel sens se transforme le commerce ?

Les intermédiaires deviennent-ils de plus en plus nombreux ?

La concentration des capitaux a-t-elle lieu dans le commerce comme dans l'industrie et dans l'agriculture ?

A ces multiples questions, les faits répondent éloquentement ; je l'ai surabondamment prouvé dans les chapitres traitant de la Concentration des capitaux.

Le commerce se transforme en se désindividualisant. Les denrées sont de moins en moins vendues par un commerçant, elles sont vendues par une maison capitaliste dont les clients ne voient, ne verront jamais la figure des propriétaires.

Les petits établissements disparaissent chaque jour davantage.

Et les Sociétés capitalistes anonymes commerciales font tenir boutique par des salariés, tout comme les Sociétés capitalistes anonymes industrielles font produire et diriger par des salariés.

En expropriant tous les petits et moyens commerçants ; en démontrant par cela l'inutilité de tant d'intermédiaires entre le producteur et le consommateur ; en édifiant ces grands bazars qui contiennent de *tout* et peuvent contenter *tous*, le capitalisme prépare pour nous, prêts à fonctionner comme nous le désirons, les grands magasins sociaux.

La société n'aura plus qu'à exproprier l'expropriateur capitaliste, à continuer de faire fonctionner l'administration, et tout sera dit. Insensiblement, sans à coup, le système collectiviste de l'échange prendra lieu et place du commerce capitaliste.

En société collectiviste, il y aura, dans chaque commune, un magasin général qui tiendra tous les objets d'un usage

courant. Ce magasin — reproduction bien embellie du capharnaüm qu'est aujourd'hui l'épicerie d'un village où le lard côtoie la vaisselle et la moutarde voisine la cotonnade — sera constamment en relation, par le téléphone et le télégraphe (afin de se procurer les marchandises peu communes) avec le magasin central du canton, qui sera plus amplement pourvu d'objets de consommation de toutes espèces.

Dans les chefs-lieux d'arrondissement, les établissements similaires seront encore plus vastes et plus importants, la diversité des marchandises sera encore plus grande.

Dans les chefs-lieux de département, il y aura un magasin pour chaque catégorie particulière de produits : vêtements, chemises, souliers, chapeaux, etc... Plus loin un magasin de linge : draps, serviettes, torchons, etc., etc... Encore plus loin un magasin de produits alimentaires : sucre, vin, pâtes, café, sel, etc., etc..., et des magasins d'ameublements, de bijouterie, d'ustensiles de cuisine, etc., etc...

Dans les grandes villes, centres de région, bien placées au point de vue des voies de communication par eau et voies ferrées : telles que Paris, Amiens, Lille, Tours, Bordeaux, Marseille, Lyon, Nantes, etc., etc..., chaque magasin aura une seule espèce de produits qui lui arrivera directement du lieu de production ou de fabrication et dont il pourvoira les magasins départementaux : magasin de sucre, magasin de café, magasin de chaussures, etc., etc... Chaque variété de produits ou de denrées, chaque lieu différent.

N'est-ce pas d'une simplicité enfantine que cette organisation où la production s'écoulera par ces multiples réseaux de canaux que seront les magasins sociaux jusqu'au domicile même des consommateurs.

Aura-t-on à se plaindre des employés ? La marchandise fournie n'aura-t-elle pas la qualité voulue ? Le poids non exact ? Le registre sera là à la disposition du public, et, chaque jour, un extrait en sera communiqué au chef départemental du service où la plainte aura été déposée.

Que l'on n'objecte pas les difficultés de la comptabilité,

de la connaissance des besoins, de la diversité des goûts ; ce seraient de piètres arguments, car ces soi-disant difficultés sont résolues dans les grands magasins capitalistes.

Tout au contraire, ce sera la simplification du système commercial actuel, où chaque petit ou moyen commerçant a ses comptes à faire, ses employés particuliers à payer, ses commandes à envoyer, ses inventaires annuels à opérer. Là, tout se fera en bloc, économisant du temps et de l'argent, faisant disparaître des rouages inutiles et coûteux dont la multiplicité amène fatalement la surélévation du coût des produits.

En outre, plus de discussion sur les prix, de marchandage sans fin. Tout sera marqué en chiffres connus, coûtant exactement le temps de travail socialement nécessaire à la fabrication des marchandises.

Produits par la société tout entière dans un travail commun, les objets de consommation seront de même remis à la société par la société.

Ainsi le travailleur ne sera pas plus rançonné dans la production que dans la consommation.

Plus de patron bénéficiant d'une somme de travail non payée.

Plus d'intermédiaires bénéficiant de la différence entre les prix d'achat et de vente.

C'est le collectivisme qui aura ainsi résolu le problème de la production et de la répartition des richesses créées.

Aux prolétaires de s'en souvenir.

V

L'Idée socialiste.

Pendant longtemps nos adversaires nous ont couvert d'injures, caricaturisant, dénaturant nos doctrines et nous prêtant les plus noirs, les plus innomables desseins.

Certains, tels que Garofalo dans *La Superstition socialiste* ; tels qu'Yves Guyot dans son *Introduction à la Réfuta-*

tion de la Propriété, Origine et Evolution par Paul Lafargue, nous accusaient de vouloir *massacrer* les riches, exterminer les bourgeois, et l'on pouvait lire dans un journal parisien, que nous appelions *le jour bienheureux où l'on se servira des moyens que la science met à la portée de ceux qui ont quelque chose à détruire.*

Aujourd'hui, nos théories ont acquis droit de cité et plus soucieux d'éclairer leur religion, préférant la discussion à la calomnie, la plupart de ceux qui nous combattent nous convient à émettre nos vues sur l'avenir, à dire comment nous concevons la société future, et à soumettre les principes socialistes à la critique des esprits libres, afin que la masse puisse juger en connaissance de cause.

C'est déjà un immense progrès pour l'Idée Socialiste que de s'être ainsi imposée à ses contempteurs systématiques.

Mais pouvait-il en être autrement ?

Le développement du machinisme et les découvertes scientifiques n'ont-ils pas assez transformé les conditions économiques de notre milieu social, pour que les plus prévenus constatassent eux-mêmes l'impérieuse nécessité d'harmoniser d'un nouveau mode de propriété avec le mode de production moderne afin qu'à la *production collective* corresponde la *propriété collective.*

Les écrivains et les penseurs de la classe bourgeoise n'ont-ils pas été obligés de convenir en maintes et maintes circonstances que les raisons militant en faveur de nos « soi-disant utopies » étaient aussi nombreuses que convaincantes ?

N'ont-ils pas été contraints d'avouer que la violence ne suffisait pas dans le combat qu'ils ont engagé contre nous ?

Seuls, peut-être, les bourgeois ignorants — gens de courte vue à qui il est interdit toute exploration dans le domaine des sciences économiques — resteront les partisans résolus d'une lutte brutale, féroce, sans merci ; mais cela ne porte pas à conséquence, ces rodomonts ignares n'étant d'aucune importance et ne pouvant empêcher en rien la transformation sociale fatale qui se fera malgré *tout* et à l'encontre de *tous.*

Du reste, la preuve en est dans le passé.
Quel parti a été plus persécuté que le nôtre ?
Quelle cause a eu plus de martyrs ?
L'on parle du christianisme !

L'on brode des légendes troublantes sur la vie de ses saints et de ses saintes !

L'on chante des poèmes d'enivrante émotion sur le long et douloureux martyrologe de Jésus !

Mais nous comptons par milliers ceux qui ont souffert et péri pour leur foi socialiste !

Mais ils sont innombrables ceux qui ont sacrifié leur bonheur, donné leur existence pour l'Idée Socialiste !

Ce sont les héros de la Conjuration des Egaux : les Babeuf et les Darthé, immolés en 1797 par la Bourgeoisie à peine maîtresse du pouvoir.

Ce sont les hideuses cours martiales et les massacres de Galliffet et de Thiers de 1871 !

Ce sont les assassinats de la Ricamarie, de Fourmies, de Chalon, de la Martinique, de Limoges, de Narbonne, de Draveil, sous la République bourgeoise !

Qu'ont-elles produit toutes ces saignées profondes effectuées dans le corps du prolétariat devenant conscient ?

Qu'ont-ils produit les mois, les années de prison, toutes les condamnations distribuées si généreusement aux premiers lutteurs ?

La terreur ?

Le recul de nos idées ?

A peine un léger arrêt qui provoqua un essor plus puissant ensuite.

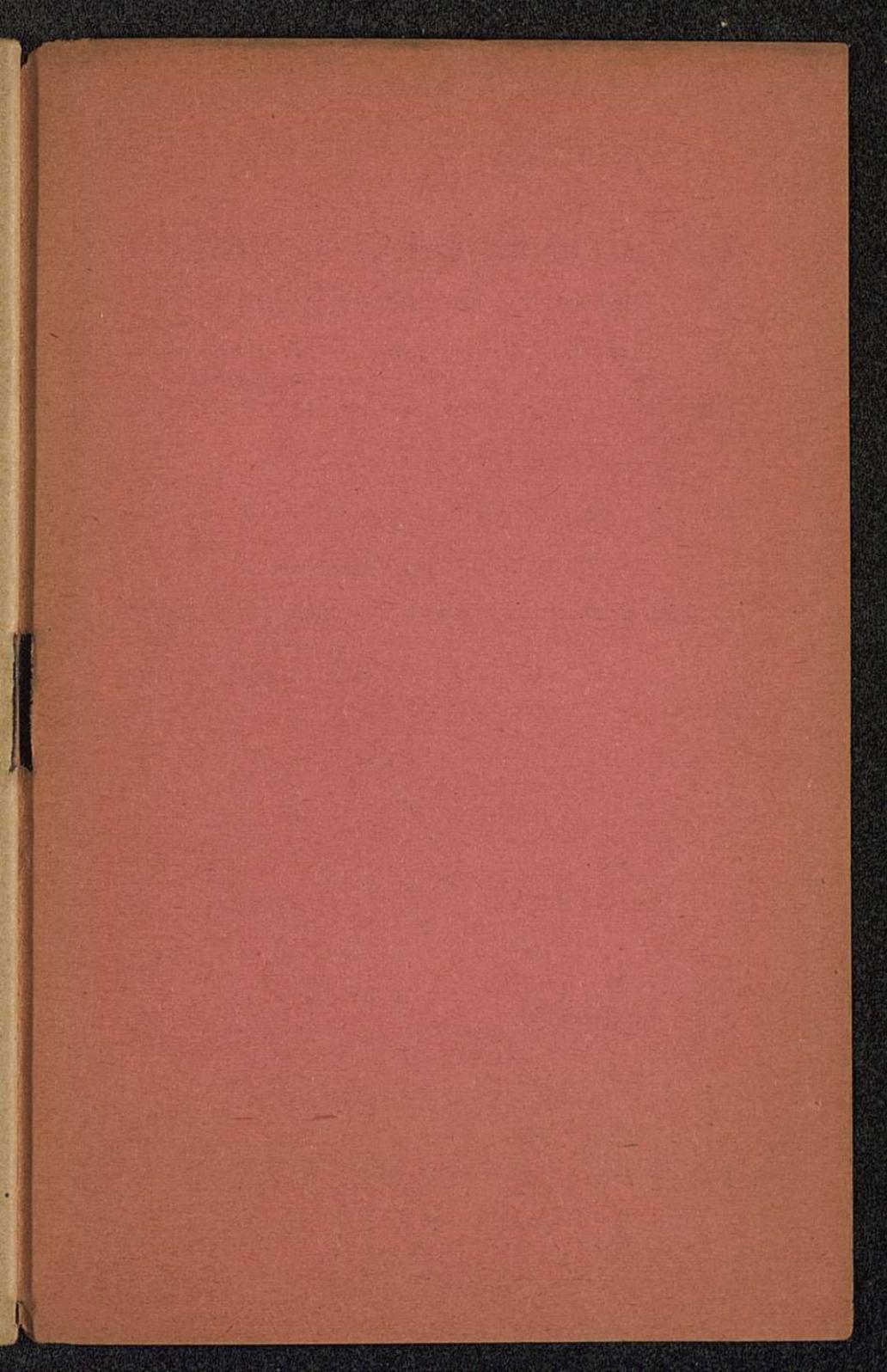
Le Socialisme est la conséquence inévitable du régime capitaliste et il faudrait, pour rendre son avènement impossible, que l'on fasse rétrograder l'Humanité, qu'on lui fasse parcourir en *arrière* les successives étapes que la civilisation et le progrès lui ont fait parcourir en *avant*.

Partout sur la planète où le capital exploite, oppresse et torture, le Parti socialiste se dresse, ralliant dans de communes revendications et vers le même but, tout aussi bien ceux qui vendent leur force-travail pour des salaires de

misère et de famine, que tous les petits propriétaires, commerçants et industriels impuissants à lutter plus longtemps contre les monopolisateurs de la richesse sociale qui les ruine et les rejette dans le prolétariat.

Et de plus en plus la masse consciente du monde du travail et des expropriés de demain, abandonnant toutes les fractions politiques de la bourgeoisie qui s'épuisent à vouloir vivifier une forme de propriété surannée et mourante, qui demain sera morte, va au Socialisme rénovateur dont l'avènement sera le signal d'une renaissance inimaginable dans toutes les branches de l'activité et du savoir humain.





LA
Librairie du Parti Socialiste

16, rue de la Corderie, PARIS (III^e)

fait les mêmes remises que toutes les autres Librairies.

Elle est, en outre, la seule librairie appartenant au Parti. Elle verse tous ses bénéfices à la propagande socialiste.

Tous les militants ont le devoir de s'y fournir.

On y trouve tous les ouvrages parus : Volumes, chansons, insignes, coquelicots, églantines, etc., etc.

Envoi franco du Catalogue.

CHANSONS

La Librairie tient à la disposition des Groupes au prix de **2 fr. 50 le cent FRANCO** :

- 1^o *L'Internationale*, paroles et musique.
- 2^o *L'Insurgé*, paroles et musique.
- 3^o *La Marche du 1^{er} Mai*, paroles et musique.
- 4^o *La Complainte du Prolétaire*, paroles et musique.
- 5^o *Stances révolutionnaires*, paroles et musique.
- 6^o *Les Coquelicots*, paroles et musique.
- 7^o *Le Programme d'un candidat bourgeois*, paroles et musique.

L'EMANCIPATRICE (Imp. Communiste), 3, rue de Pondichéry.